

Les véritables enjeux de la crise internationale autour de la Corée du nord Prendre la balle au bond

Patrick Simon
Directeur adjoint de l'IDRP
Institut de Documentation et Recherche sur la Paix

12 octobre 2006

La seule réponse tangible à la venue d'un nouveau pays, la Corée du nord, dans le « club » très fermé des détenteurs de la bombe atomique est claire : relancer les discussions pour un Traité de Non Prolifération réaffirmé (TNP) et poursuivre la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICEN). Et au sujet de ce dernier, les puissances nucléaires ont une lourde responsabilité (le Traité a été ouvert à la signature il y a neuf ans. 176 États l'ont signé. 125 États l'ont ratifié, parmi lesquels 33 des 44 États dont la ratification est indispensable à son entrée en vigueur).

Et c'est la communauté internationale qui doit se mobiliser avec l'ONU.

Les grandes puissances, dont la France, se doivent de relancer la dynamique mondiale en faveur du désarmement en convoquant une conférence internationale. Un signe de sa bonne foi serait de poser un moratoire sur les essais, y compris en laboratoire et sur la construction des nouveaux missiles nucléaires, ou de bouclier anti-missiles, contrairement aux engagements du TNP. La violation incessante des puissances nucléaires du TNP est le meilleur argument de tous les États proliférateurs, que ce soit la Corée du nord ou l'Iran.

Déjà le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El Baradei, avait déclaré le 25 mai 2006 à la cérémonie de remise des diplômes à un institut de relations internationales à Washington que les grandes puissances devaient choisir : renoncer à l'arme nucléaire ou accepter à terme la prolifération. "Tant que quelques pays continueront à répéter obstinément que les armes nucléaires sont indispensables à leur sécurité, d'autres pays les voudront".

En effet, il y a déjà trop de pays nucléarisés militairement ; ils sont maintenant au nombre de 9 : Les 5 membres du Conseil de Sécurité (USA, Russie, France, la Grande Bretagne, la Chine), ainsi que l'Inde, le Pakistan et Israël. Et il fallait s'attendre à ce que la Corée du nord tente l'aventure du nucléaire militaire. Elle avait quitté le TNP en 2003 et à force de faire face à des attaques des USA, le pas serait vite franchi.

Mais ce qu'il faut aussi prendre en compte, ce sont les populations locales. La riposte aux essais nucléaires de la Corée ne passe pas par des sanctions contre la vie économique et sociale de ses habitants. Un Programme alimentaire mondial (PAM), qui contribue à nourrir les Coréens du Nord les plus vulnérables : enfants, femmes enceintes et personnes âgées, soit 6,5 millions des 23 millions d'habitants, ne doit pas être interrompu.

Par contre, il faudrait utiliser le forum de la coopération économique Asie – Pacifique (APEC) qui existe, et y inclure la Corée du nord qui en est encore absente. La formule « ASEAN plus 3 » qui fonctionne sur les aspects économiques en matière d'investissements, avec la participation de la Chine, du Japon et de la Corée du sud est aussi une autre réponse pour répondre aux besoins des populations. Et les négociations faites dans ces différents cadres permettent une approche pragmatique des relations multilatérales et un cadre acceptable qui pourrait s'élargir aux enjeux de sécurité.